

ANNUAIRE
DE L'EHESS

Annuaire de l'EHESS

Comptes rendus des cours et conférences

2005

Annuaire 2003-2004

Histoire sociale et politique des populations

Paul-André Rosental, Luc Arrandei, Jérôme Bourdieu et Florence Weber



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/16868>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

Pagination : 276-280

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Paul-André Rosental, Luc Arrandei, Jérôme Bourdieu et Florence Weber, « Histoire sociale et politique des populations », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2005, mis en ligne le 15 mars 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/16868>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Histoire sociale et politique des populations

Paul-André Rosental, Luc Arrandei, Jérôme Bourdieu et Florence Weber

Paul-André Rosental, *directeur d'études*

Population et histoire politique au XX^e siècle

- 1 DEPUIS les années 1950, on considère l'étude des populations anciennes comme étant du ressort de la « démographie historique ». Ce monopole ne résulte pas seulement des résultats considérables accumulés précocement par cette spécialité mais du fait qu'elle est parvenue à réunir l'ensemble des conditions dont jamais, avant elle, l'histoire des populations n'avait bénéficié. Selon les cas, ses sources étaient trop lacunaires, ses échantillons trop réduits, ses problématiques trop nationales voire nationalistes, ses méthodes trop frustes pour être crédibles auprès du milieu international des historiens et des statisticiens. Par contraste, la « démographie historique » a, pendant un temps, articulé historiographie, démographie et... politiques de population.
- 2 Les historiens, qui raisonnaient du point de vue de leur discipline, n'ont pas perçu cette conjonction ni surtout ses implications. La démographie historique n'est pas une branche de la « démographie » au sens le plus général et flou de ce terme, celui de science des populations. Elle est conçue par Louis Henry selon une approche plus précise, que l'on qualifie dans les années 1930 de « démographie pure » : formulée par Alfred Lotka en prolongement de la définition de Louis-Adolphe Bertillon, elle saisit la population comme une entité contenant le principe de sa propre évolution. Cette vision, compatible avec la pente biologisante de l'entre-deux-guerres, place à la marge les autres déterminants des dynamiques de population – sociaux, économiques, politiques, institutionnels. C'est elle que Louis Henry, malgré son ouverture aux processus historiques, transpose dans son analyse des populations de l'Ancien Régime. Si les années 1960 marquent une réévaluation des intérêts proprement historiens dans

l'usage de la démographie historique, ce rééquilibrage ne suffit pas à infléchir la pente prise par la discipline depuis sa fondation.

- 3 C'est plutôt la remise en cause, bien connue, de l'histoire quantitative à partir des années 1970, qui soumet ce modèle à rude épreuve. Alors que se tarissent les recherches suivant le sillon tracé par la démographie historique, se mettent en place depuis vingt ans d'autres façons d'aborder la population. Force de l'étiquette aidant, il est bien sûr possible d'y voir une continuation de la démographie historique par d'autres moyens. Mais cette attitude, légitimée par une simple paresse langagière, postule que la « démographie » détient le monopole du traitement scientifique de la « population », alors que celui-ci s'est établi tardivement, à la fin de l'entre-deux-guerres, et correspond surtout à une réalité française. De plus, elle oublie que la « démographie historique » a évincé une « histoire des populations » moins systématique sans doute sur un plan quantitatif, mais plus exigeante et plus intégrée du point de vue historiographique.
- 4 Le séminaire a exploré les conséquences de ces transformations et, surtout, proposé de leur donner un tour cohérent et systématique. Il a à ce propos identifié trois axes autour desquels construire une histoire des populations qui soit simultanément sociale et politique. Le premier, qui rompt avec le biologisme dont est empreinte la démographie du XX^e siècle, porte sur la nature institutionnelle de la population. Il s'agit de prendre son caractère construit non pas comme un résultat mais comme un point de départ, et d'analyser les dynamiques démographiques comme la résultante de logiques sociales et de rapports de forces politiques, articulant plusieurs échelles de détermination. Le deuxième axe de l'histoire des populations consiste à soumettre l'objectivation statistique propre à ses objets à une interrogation réflexive renvoyant dos à dos le positivisme statistique et le relativisme de la « déconstruction des catégories », via l'élaboration d'une démarche « reconstructionniste ». Enfin, la troisième grande orientation de l'histoire des populations consiste à revenir sur ce qui, à coup sûr, constitue la singularité de son objet : son adéquation étroite avec l'idée de masse mais aussi, de manière moins évidente, avec l'idée de lien social.
- 5 Après avoir fixé ce cadre général, l'enseignant en a donné plusieurs illustrations fondées sur ses recherches en cours : liens entre médecine du travail, eugénisme et population ; analyse des migrations internationales dans l'entre-deux-guerres ; histoire de l'expertise et des politiques sociales. Plusieurs intervenants sont venus compléter ces exposés : Petra Overath (Centre Marc-Bloch, Berlin) sur les interactions entre politiques de population françaises et allemandes dans le premier XX^e siècle ; Victor Pereira (IEP Paris) sur l'histoire politique de l'émigration portugaise ; Anne-Sophie Bruno (Université de Saint-Quentin), Philippe Rygiel (Paris-I) et Alexis Spire (Craps) via leur recherche collective sur les politiques d'emploi des immigrants.

Publications

- Avec J. Bourdieu, G. Postel-Vinay et A. Suwa-Eisenmann, « Circulation des ressources et territoire familial : une perspective de longue période (France, 1800-1950) », Paris, Rapport présenté à la Caisse nationale des allocations familiales, 2003, 186 p.
- Avec S. Chalvon-Demersay, « Auf dem Weg zu einer Demographie des Fernseh-Publikums ? », dans *Die Medien und ihr Publikum in Frankreich und in Deutschland*, P. Albert et al. (éd.), Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2003, p. 231-254.

- « Frontières et rhétorique de l'acceptable dans les politiques migratoires : l'autocorrection politique des "experts" en France au milieu du XX^e siècle », *Informations sociales*, 113, 1, 2004, p. 38-49.
- « Familles "nombreuses" et familles "normales" : un regard historique (1900-1950) », *Informations sociales*, 115, 3, 2004, p. 44-57.
- « La notion d'échelles temporelles : comment étudier une création institutionnelle ? », *Espaces-Temps*, 84-86, 2004, p. 164-171.
- « La rue mode d'emploi. Les univers sociaux d'une rue industrielle », dans *Living in the city*, Eugenio Sonnino (éd.), Rome, La Sapienza, 2004, p. 149-172.
- Avec J. Bourdieu, G. Postel-Vinay et A. Suwa-Eisenmann, « Circulation des ressources et territoire familial (France, 1800-1940) », *Leffre de la Mire*, 2, juillet 2004, p. 8-10.
- Avec J. Bourdieu, G. Postel-Vinay et A. Suwa-Eisenmann, « La dispersion spatiale des familles : un problème de taille. Les solidarités familiales de 1800 à 1940 », *Recherches et prévisions*, 2004, 77, p. 63-72.

Paul-André Rosental, *directeur d'études* avec Luc Arrandei, *directeur de recherche au CNRS*

Jérôme Bourdieu, *chargé de recherche à l'INRA* et Florence Weber, *professeur à l'ENS-Ulm*

Familles, patrimoines, mobilités (XVIII^e-XX^e siècle)

- 6 LES travaux présentés dans ce séminaire de recherche inter-disciplinaire ont été, comme les années précédentes, de nature sociologique, historique, anthropologique ou économique et ont abordé des aspects aussi bien théoriques qu'empiriques.
- 7 Florence Jusot (DELTA) s'est livrée à une analyse des inégalités sociales de mortalité en France. Contrairement aux travaux portant sur les différences de mortalité selon la profession, cette étude explore les liens entre revenu et probabilité de décès. Elle met en évidence une forte corrélation entre ces deux variables : indépendante de l'effet des catégories socioprofessionnelles, elle n'est pas entièrement expliquée par un effet de sélection du statut économique par la santé, identifié par la perception de pensions et de rentes.
- 8 Agnès Martial, anthropologue spécialiste des formes contemporaines de la parenté, analyse des cas ethnographiques pour comprendre la spécificité des familles recomposées aujourd'hui. La question de la transmission, d'une part, l'éventualité d'une adoption, d'autre part, se posent avec acuité dans les familles où, contrairement aux anciennes structures où veufs et marâtres élevaient des enfants de plusieurs lits, divorces et remariages obligent à tenir compte des anciens conjoints et non plus seulement de leurs lignées.
- 9 Sibylle Gollac (ENS-Paris-Dauphine) travaille sur la mutualisation des ressources propres aux structures familiales réunissant plusieurs ménages dans des maisonnées éphémères, qui pèsent sur les décisions économiques et sur les stratégies résidentielles de leurs membres. L'analyse d'une maisonnée rurale constituée autour d'un boulanger et de ses sœurs montre combien les décisions d'investissement immobilier tiennent compte à la fois des héritages et des projets d'un ensemble de ménages apparentés, où certains individus sont plus importants que d'autres.

- 10 Joseph Ferrie (Université de Northwestern) élabore, par l'exploitation de recensements de la seconde moitié du XIX^e siècle en Angleterre et aux États-Unis, des données longitudinales qui lui permettent de réaliser une analyse de la mobilité professionnelle et géographique à grande échelle. Il confirme au niveau national que cette double mobilité est plus importante aux États-Unis qu'en Angleterre, et qu'elle y est moins sensible au niveau d'éducation. L'exploitation plus approfondie des données permettra de mettre en scène le rôle des réseaux familiaux dans ces formes de mobilités contrastées.
 - 11 Laurence Fontaine (CNRS), en étendant les conclusions de ses travaux précédents sur les sociétés alpines, a jeté les bases d'une vaste étude comparative des relations entre ressources économiques et migrations dans les milieux de montagnes. Retenant la mobilité comme une clé de lecture fondamentale de ces sociétés, elle montre que des traits spécifiques, valables aussi bien en Europe qu'en dehors, les distinguent des autres sociétés paysannes.
 - 12 Vincent Foucher (CNRS) a réinterprété l'histoire politique de la Casamance contemporaine, marquée par une lutte violente en faveur de l'indépendance, par une histoire sociale plongeant ses racines dans les circulations migratoires depuis le XIX^e siècle. Les ressources économiques et les anciennes zones migratoires des trois régions composant la Casamance, les relations entre la puissance coloniale française et les élites locales, les mouvements de conversion souvent associés à des parcours de mobilité, mais aussi, à un niveau plus « microscopique », les dynamiques de rivalités internes aux fratries, sont mobilisés pour rendre compte du taux de scolarisation exceptionnel de la province, et son évolution politique après l'indépendance du Sénégal.
 - 13 La présentation de Lara Marchi (Laboratoire d'économie appliquée) s'est inscrite dans le droit fil des travaux de Gérard Delille, sur l'augmentation de la consanguinité des mariages en Europe à l'époque moderne. Par un vaste dépouillement dans le diocèse de Bourges aux XVII^e et XVIII^e siècles, elle montre la consistance du phénomène. Elle s'intéresse alors plus spécifiquement au rôle de l'église, tant au niveau local qu'à Rome. Douze mille dispenses de mariage ont été concédées entre 1640 et 1790 par les archevêques, alors que pour la même période seulement 750 ont été traitées par Rome. L'analyse des dossiers permettra de cerner les caractéristiques principales des familles endogames.
-

INDEX

Thèmes : Histoire, Histoire et civilisations de l'Europe